

## Objectifs de Lisbonne: Emploi et compétitivité

<p>Conférence de Presse “La social-économie” 23/02 /2007</p>	<p>« Je propose trois choses : premièrement, des centres de créativité qui reprendront l'expérience américaine, canadienne, je l'ai évoqué dans <b>le small business act</b>, deuxièmement, une incitation pour les cadres, notamment les cadres qui viennent de prendre leur retraite, à s'impliquer sur l'accompagnement des entreprises débutantes et, troisièmement, une aide et une incitation aux business angels dont le nombre est, en France, infiniment plus réduit. Le nombre de ces entrepreneurs individuels qui vont aider à prendre des risques est infiniment plus réduit qu'il ne l'est dans d'autres pays. Je veux vous donner le chiffre : on estime qu'il y a en France trois mille cinq cents business angels, il y en a cinquante mille aux États-Unis. Ce rapport de un à douze ou de un à quinze est un rapport naturellement extrêmement défavorable pour notre pays. Enfin, quatrième idée, qui est probablement l'idée la plus importante pour aider à la création d'entreprise, c'est la mise en place pour ces activités débutantes, ces entreprises qui se créent d'un système de caution mutuelle permettant de garantir aux banques une meilleure sécurité de leur intervention. Voilà pour la création d'entreprise, en insistant évidemment sur cette activité de caution mutuelle de manière que les banques se risquent moins frileusement qu'elles ne le font qu'aujourd'hui.</p> <p>Il faut ensuite <b>un plan de soutien de la petite entreprise</b>. (...) Je considère que l'Europe doit faire la même démarche. Au demeurant, dans les quatre objectifs qui me paraissent nécessaires pour une loi de protection et de soutien de la petite entreprise, trois d'entre eux ne supposent, à mon sens, aucune remarque de l'Union européenne. Au demeurant, dans les quatre objectifs qui me paraissent nécessaires pour une loi de protection et de soutien de la petite entreprise, trois d'entre eux ne supposent, à mon sens, aucune remarque de l'Union européenne.</p> <p>Je veux reprendre ces quatre objectifs. Le premier : la simplification. L'ensemble des règlements et des contraintes qui pèsent sur les entreprises en France est extrêmement lourd pour les petites s'il est supportable par les grandes. Il y a une deuxième idée qui est celle sur les marchés publics. Les États-Unis ont, depuis longtemps, adopté cette règle. Je propose qu'on la transpose chez nous. Cette règle est celle-ci : tout marché public de moins de cinquante mille euros est dévolu aux petites entreprises à 100 % ; pour tout marché public supérieur à cinquante mille euros, on réserve à ces petites entreprises une part de 20 % sur ces marchés publics. Vous vous apercevrez que c'est une manière de protéger les sous-traitants, parce que les grands donneurs d'ordre prennent des marchés et, ensuite, ils imposent leurs contraintes aux sous-traitants de manière à alimenter leur trésorerie et à faire des bénéfices sur ceux qui n'ont pas les moyens de discuter des contraintes que le marché suppose.</p> <p>Troisièmement, je propose que l'État fasse un pas dans une direction à laquelle jusqu'à maintenant il a répugné. Je propose que l'État et les collectivités locales respectent, en matière de délai de paiement, les mêmes règles qu'ils imposent aux autres acteurs de la société française. »</p>
--	--

<p>« Réussir la nouvelle économie » 9/11/2006</p>	<p>« Je prends l'engagement de tout faire pour changer cette situation, notamment pour convaincre nos partenaires européens qu'il faut une stratégie d'ensemble, de soutien et d'accueil des entreprises de toute taille. »</p> <p>« ...je suis partisan d'une mesure active de protection de la petite et moyenne entreprise, d'un small business act à la française.</p> <p>Le small business act a été voulu et pensé pour la vitalité de l'économie américaine dès 1953. La Small Business Administration l'a mis en œuvre depuis cette époque, tout en demeurant légère, moins de 3 000 fonctionnaires pour l'ensemble des Etats-Unis.</p> <p>Ce small business act devrait être proposé par notre pays à l'ensemble de l'Europe : cela faciliterait les choses. Mais qu'au moins, nous le mettions en œuvre chez nous, sans attendre.</p> <p>Pour moi, trois mots définissent ce small business act à la française : simplification, protection, accès aux marchés publics.</p> <p>Et d'abord simplification. Devant le labyrinthe que constituent trop souvent les contraintes administratives, fiscales, du droit et des procédures sociales en France, il y a deux poids, deux mesures. Les grandes entreprises ont les moyens puissants de leurs directions des ressources humaines, de leurs services comptables, de leurs avocats en droit fiscal ou social : elles discutent avec l'administration d'égal à égal, et souvent même, l'avantage de la technicité est de leur côté. Mais l'artisan, qui a un ou deux compagnons, dont la femme assure le quotidien de la comptabilité et des papiers, l'entreprise de dix ou quinze personnes, celle-là, dans les mêmes circonstances, s'arrache les cheveux. (...)</p> <p>Ensuite protection. Et notamment protection des jeunes pousses, de celles qui ne sont pas encore à armes égales, des entreprises qui viennent de se créer. Je propose une protection fiscale. Que les premiers exercices bénéficiaires ouvrent droit à une exemption dégressive, notamment si l'argent gagné est réinvesti dans l'entreprise. Que la progressivité de l'impôt sur les sociétés soit étudiée pour permettre une tranche allégée à 18 % (par exemple sur les 100 000 premiers euros de bénéfice). Je propose une protection active de la trésorerie de ces entreprises, ou plus exactement de l'équité des marchés. Il nous faut réduire, par une politique volontaire, les délais de paiement des grandes entreprises et des distributeurs, les délais de paiement de la puissance publique à l'égard des PME. La situation est par trop inéquitable : les petites entreprises sont soumises à des conditions léonines de la part des grands groupes qui sont leurs clients, conditions qu'elles ne peuvent évidemment, en raison de leur taille, obtenir de leurs fournisseurs.</p> <p>Troisièmement, accès aux marchés publics. Qu'une part des marchés publics soit réservée aux petites et moyennes entreprises, par exemple, comme aux Etats-Unis, 20 % du volume total des grands marchés et la totalité des marchés inférieurs par exemple à 50 000 €. »</p> <p>« Je n'ignore pas, aussi, que cette idée est discutée pour des raisons qui tiennent, prétend-on, aux règles européennes. Mais il ne me paraît pas possible que l'Europe s'interdise durablement une règle qui est celle des Etats-Unis depuis plus de cinquante ans. Si nous considérons que cette disposition est utile, nous devons la défendre, y compris devant nos partenaires européens, et devant l'opinion publique européenne qui sera dans cette affaire notre plus puissant allié ! »</p>
---	---

<p>Discours de Strasbourg 12/07/2007</p>	<p><i>« Nous avons quelques problèmes énergétiques que j'indique comme cela, seulement, en passant, il n'y a que trois fournisseurs de gaz principaux auprès de qui nous pouvons nous fournir. Le premier s'appelle la Norvège, un peuple ouvert et sérieux avec lequel il n'y a pas de difficulté, l'autre s'appelle l'Algérie et le troisième la Russie. La Russie fournit aujourd'hui 50 % du gaz à l'Europe. (...)</i></p> <p><i>Si nous ne sommes pas capables de comprendre qu'il faut que nous bâtissions une politique énergétique Européenne qui tiennent compte des conditions politiques de notre indépendance énergétique, la capacité à nous retrouver indépendants de manière énergétique, c'est-à-dire la capacité à poser la question du pétrole naturellement, du gaz naturellement, de l'énergie nucléaire naturellement, dont je prétends et tant pis si je me fais mal voir, qu'elle est aujourd'hui une des énergies ou la source d'énergie la plus propre s'agissant des gaz à effet de serre dont nous disposons dans notre patrimoine énergétique et que je ne crois pas un mot, non pas de la bonne volonté, mais de la faisabilité, de l'engagement de Ségolène Royal qui prétend que l'on va baisser de 80 à 50 % la part de la fourniture de l'électricité nucléaire dans notre bilan énergétique national. »</i></p>
<p>Environnement pour un développement durable 22/04/2006</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. <i>Il y a un grand gisement d'énergie disponible à bas prix : ce sont les économies d'énergie.</i></li> <li>2. <i>La première clé d'une politique sérieuse en matière d'économie d'énergie, c'est la formation de la population. C'est un des domaines, je le crois, dans lesquels les Français et particulièrement les jeunes Français sont prêts à changer leur comportement. Encore faut-il leur expliquer pourquoi c'est indispensable. Car l'effort est individuel, familial, du foyer, du cercle familial, de l'entreprise, cet effort ne peut être conduit que si chacun a conscience des raisons qui le rendent nécessaire. Et donc les medias de communication de masse et l'Éducation nationale sont les moyens de ce changement de mentalité. Je suis d'accord avec des spots qui expliqueront aux Français ce qui se passe sous nos yeux, si on ne fait rien. Deuxième clé de cette politique sérieuse, moins idéaliste je le reconnais, il faut qu'il faut que ce soit plus cher de polluer que de ne pas polluer. Que ça coûte de polluer, et que ça permette de faire des économies de ne pas polluer. Et donc les questions de fiscalité écologique, de fiscalité des carburants, sont une clé absolument nécessaire. Il serait plus facile pour un responsable politique d'abonder dans le sens d'un "c'est trop cher" ... mais il n'y aucune possibilité d'arriver à une réponse si on ne programme pas l'action publique [sur ce plan].</i></li> <li>3. <i>Dire la vérité sur la crise énergétique, c'est aussi avoir le courage de dire aux Français qu'il nous faut profondément modifier nos modes de vie. "Avoir le courage" est un terme inapproprié - car ma conviction est que ce n'est pas une menace, c'est une chance, et que la société que nous allons former au 21ème siècle vivra mieux si elle vit plus sobrement. C'est donc le modèle de développement qu'il va falloir changer, et, comme vous le sentez bien, ça ne se fera pas en assistant aux évolutions du monde comme il va.</i></li> <li>4. <i>Il faut une politique de l'énergie européenne, qui ait les moyens d'induire ce changement réel de comportement et en même temps de s'adresser à l'ensemble de la planète pour que les autres puissances mondiales</i></li> </ol>

	<p><i>entendent cette nécessité.</i></p> <p><i>(...)Quels sont les piliers d'un plan pour une vraie croissance sobre ? J'en vois trois, là encore très simples :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li><i>1. Se fixer des objectifs. L'objectif de diviser par 4 notre consommation en 50 ans, veut dire qu'il faut que nous ayons baissé notre consommation de 25 % en 2020. Cela a une signification précise, par exemple en matière d'énergie renouvelable, de biocarburants, etc.</i></li> <li><i>2. Il faut accentuer très fortement les crédits de recherche, et cela demande un effort public.</i></li> <li><i>3. Il nous faut aider les pays émergents à trouver des voies de croissance différentes, intégrant un modèle de développement énergétiquement plus sobre que celui dont nous leur avons donné l'exemple. La conviction n'y suffira pas. »</i></li> </ol>
<p>Développement durable 21/10/2006</p>	<p><i>« Urgence en matière de normes de construction. Je suis très impressionné par les expériences de maisons passives : sans chauffage, les normes prévoient qu'elles supportent des températures de -25° dehors, avec +20° à l'intérieur ; grâce à des puits qu'on appelle canadiens ou provençaux, des vitrages au Sud, des triples vitrages, une isolation intégrale externe. Je n'ai jamais visité de maison passive, mais je vous y emmènerai pendant la campagne électorale ! Cela montre que la recherche a tout à faire dans ce secteur : je préconise un grand programme européen de recherche sur les économies d'énergie.</i></p> <p><i>Urgence d'un programme sur les transports : ferroutage, canaux, biocarburants, voiture mixte, demain électrique espérons-le - tout ce qui est de l'ordre de la sobriété en matière de transports.</i></p> <p><i>Je visitais récemment l'usine de papier de Corbehem, qui vit la crise que vous savez (Stora-Enso). En visitant les hangars, on tombe sur des milliers de tonnes de papier en rouleaux, et on découvre une voie de chemin de fer ; je demande donc : "Vous chargez le papier sur des trains ? - Pas du tout. Le ferroutage convient très bien au papier, mais les problèmes sont tels en France que nous chargeons les bobines sur des camions, allons à la frontière allemande, et les transférons alors sur des trains".</i></p> <p><i>(...) je crois que nous devons planifier à long terme - 15 ans peut-être - , par le biais d'une "fiscalité carbone" par exemple, une régulation des prix des énergies fossiles, qui pousse chacun d'entre nous à programmer, dans le temps, ses économies. Il faut que chacun sache ce que coûtera le carburant, le gaz, à 10 ans, à 15 ans, pour qu'il puisse programmer son futur chauffage, ses panneaux solaires ... C'est une idée poussée par Jean-Marc Jancovici et son groupe : je la trouve intéressante et juste.</i></p>

	<p><i>(...) Il faut que chacun des grands mouvements politiques s'engage. Si je suis élu, je mettrai en place un Pacte national, et que je souhaite européen, pour l'environnement et le développement durable. (...) Il faut que nous ressentions et fassions partager aux Français cette idée : il faut répondre à l'urgence, et en même temps bâtir un projet de société pour la France, l'Europe, la planète. »</i></p>
Discours du 13/05/2006	<p><i>« Peut-on imaginer que le dialogue entre la Russie productrice de gaz, et nous pays consommateur, se fasse par des dialogues nationaux ? (Le Luxembourg a certes des armes que nous n'avons pas !) Face à la Russie et à son choix de re-politiser sa fourniture d'énergie à ses clients, la dimension politique de l'Europe est essentielle. »</i></p>

#### Objectifs de Lisbonne : Environnement

Discours de Strasbourg 12/07/2007	<p><i>« ...le drame du climat. Ce qui est en train de se passer dans le réchauffement de l'atmosphère, les centaines et les centaines de savants qui sont venus à Paris la semaine dernière pour dire : c'est un... et côté bien, c'est désormais un fait scientifique avéré, certains, à 95 %, que le réchauffement de l'atmosphère qui est en train de provoquer la plus incroyable mutation parmi les espèces humaines dans les océans, qui va menacer peut-être l'espèce humaine dans sa survie, c'est un fait avéré que cette augmentation de la température de l'atmosphère terrestre est dû à l'activité humaine.</i></p> <p><i>C'est un fait scientifique avéré que c'est l'utilisation irréfléchie du pétrole, du gaz et du charbon, des énergies fossiles, que nous brûlons et libérons dans l'atmosphère de telle sorte qu'on a épuisé, en quelque dizaine d'années, les réserves que la planète avait constituées, en quelques centaines de millions d'années.</i></p> <p><i>C'est cela qui a provoqué le réchauffement de l'atmosphère et, si c'est vrai, si c'est un fait scientifique avéré, alors cela signifie, mes chers amis, que l'on est obligé d'agir.</i></p> <p><i>Est-ce que vous imaginez qu'un pays solitaire comme la France peut s'adresser aux États-unis, les plus grands consommateurs d'énergie et les plus grands créateurs de gaz à effets de serre dans la planète, ceux qui ont refusé de signer le protocole de Kyoto, le président Bush père ayant dit : " Excusez-nous, mais ces affaires d'atmosphère -si j'ose dire- on n'en a rien à faire parce que le mode de vie des américains n'est pas négociable."</i></p> <p><i>Cette phrase a été prononcée devant Kyoto.</i></p> <p><i>Est-ce que vous croyez qu'un pays seul comme la France est de nature à pouvoir imposer ne serait-ce que l'on inscrive cette question sur l'agenda de la planète ? Moi, je vous dis que non.</i></p>
-----------------------------------	---

	<p><i>On a besoin d'une action concertée, on a besoin de faire que nous, tous les Européens, nous indiquions au monde que c'est un problème majeur et que nous l'indiquions, non seulement aux plus riches, mais que nous en parlions respectueusement et amicalement avec les plus pauvres. »</i></p>
Discours du 13/05/2006	<p><i>« Nous avons souscrit des engagements à Kyoto ; on en est loin ; quand bien même nous les respecterions, quand bien même nous passerions de 15 à 21 ou 25% d'énergie renouvelable, imaginons même que nous réussissions, pure hypothèse d'école, à ne plus émettre de gaz à effet de serre, est-ce que vous imaginez que cela changerait notre atmosphère ? Je suis désolé de dire que les vents font que l'atmosphère de la France ne changerait en rien. L'atmosphère est plus large que les frontières de l'hexagone.</i></p> <p><i>Ceci oblige à la dimension européenne, et cela engage la vie quotidienne de nos concitoyens ! Ça veut dire qu'il faut une dimension démocratique, que les citoyens ont leur mot à dire. »</i></p>
Discours de Lille 14/12/2006	<p><i>J'ai signé le pacte écologique proposé par Nicolas Hulot</i></p> <p><i>Ce pacte comporte des dispositions nationales : augmentation des normes d'isolation, recherche en matière d'énergies renouvelables, création programmée à l'avance d'une fiscalité dissuasive sur les carburants fossiles (j'ai proposé que ce prélèvement vienne en substitution des charges sociales sur le travail), ferroutage, transport fluvial, nomination d'un numéro deux du gouvernement chargé du "long terme".</i></p> <p><i>Mais aucune des décisions nationales que nous prendrons ne suffira à améliorer la qualité de l'air que nous respirons. Le vent ne connaît pas les frontières.</i></p> <p><i>Il y a des menaces sur l'humanité. C'est pourquoi la décision la plus importante à prendre c'est d'inscrire cette question sur l'agenda international. Que les Nations unies soient le lieu où la France se fera le défenseur inlassable d'une démarche globale contre l'effet de serre et l'appauvrissement des espèces végétales et animales.</i></p> <p><b><i>Et là, comme ailleurs, chaque fois qu'il s'agit de peser sur l'avenir du monde, on retrouve quelque chose que personne ne parviendra à éluder et qui s'appelle "le besoin d'Europe".</i></b></p>
« Environnement pour un avenir durable », 22/04/2006	<p><i>« Aucune politique nationale ne peut inverser, seule, un mouvement de cette ampleur. Il y faut des instruments d'action à l'échelle de la planète. Et pour nous, France, il n'y a qu'un instrument d'action disponible, c'est l'Europe réinventée.</i></p> <p><i>Autrement dit, sur ce sujet comme sur d'autres, le peuple français n'est pas responsable seulement pour lui-même, il est responsable pour l'Europe, et il est responsable, d'une certaine manière, pour les autres peuples de la planète. Voilà donc le retour de la vocation européenne et de la vocation universelle de la France.</i></p> <p><i>(...) Notre <b>plan national éco</b> veut dire :</i></p>

1. **Plan bâtiment éco** : renforcement des normes pour notre construction neuve ; travaux sur la maison passive dans laquelle la consommation énergétique est égale à zéro (isolation, grande surface vitrée au sud, récupération de l'air et des calories, permettant d'arriver à 22° à l'intérieur avec -19° dehors) ; un plan équivalent pour l'ancien ; une production de chaleur renouvelable (solaire en particulier) pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire. Toutes les maisons individuelles de France pourraient produire elles-mêmes leur eau chaude sanitaire et leur chauffage. Les marchés publics, qui représentent 15% de notre activité économique, devraient donner l'exemple, et cela suffirait pour que les coûts de procédés nouveaux s'effondrent, parce que ce sont les séries qui font baisser les prix. L'avantage, c'est la création d'un très grand nombre d'emplois non délocalisables : quelque 120 000 emplois par an les vingt premières années.
2. Un **plan route éco**. Naturellement, le type d'automobiles que nous utilisons joue un très grand rôle dans l'émission de gaz à effet de serre. Réduire la place de l'automobile, développer le ferroutage pour le fret, sont un immense enjeu, ainsi que l'allègement des véhicules. On a supprimé toute fiscalité sur la puissance ! La vignette était un moyen de la freiner, on l'a supprimée. L'encouragement à la motorisation mixte électrique/thermique est une piste à suivre. Je suis pour l'affichage obligatoire de la consommation instantanée. Je vous encourage à faire l'expérience, je l'ai fait faire par des dizaines de personnes ! Sur le même cycle de conduite, le même itinéraire, en partant à la même heure et en arrivant à la même heure, on fait 15% d'économie de consommation, simplement parce que ça entraîne à ne pas pousser les rapports. Ça ne coûte pas un centime, simplement un équipement, et ça garantit une économie de carburant. Peut-être que certains ne l'ont pas souhaité, pour des raisons que nous pouvons apercevoir ! La question de la limitation de la vitesse sur les routes : 10 km/h de moins, ce serait un facteur de sécurité et d'économie très important, de l'ordre de 12%. Cette question a été abordée par deux gouvernements successifs, mais dans des circonstances qui n'étaient pas justes démocratiquement, car elles étaient seulement liées à l'augmentation du prix de l'énergie : dans le cadre de la sauvegarde de la planète, et de notre responsabilité de citoyens, je crois que les gens pourraient l'accepter. La limitation de la consommation des véhicules, selon la nouvelle norme européenne : 120 g de CO<sub>2</sub>/km (actuellement 180g).
3. Un plan "**vie de tous les jours éco**" : ça veut dire des seuils de consommations pour l'éclairage, etc., et des normes énergétiques pour tous les appareils ménagers, comme il y a des normes de sécurité. C'est une décision européenne qui ne coûterait pas, et serait une aide puissante. Ça existe déjà pour les appareils dédiés au froid, il faut que ça existe pour les appareils électroménagers, de même que pour les emballages.
4. Un effort pour un **plan agriculture éco**. Par exemple en programmant une diminution de 500 000 tonnes des engrais azotés de notre agriculture. Ça veut dire la définition d'un bilan azoté à l'échelle de l'exploitation, et soit un "permis de consommation" de l'azote, soit un système de bonus-malus, à discuter avec la profession. Il y a dans ce sujet un enjeu formidable de réconciliation entre les paysans et la

	<p><i>société. Au lieu de vivre le drame que le monde agricole a vécu - eux qui étaient à la fois des indépendants, libres de leur sort, et des amis et défenseurs de la nature, ils ont été en 20 ans perçus comme dépendants et comme des pollueurs - ils seront les producteurs d'énergie renouvelable (je suis un défenseur des biocarburants et de la biomasse), et leurs cultures piègeront le carbone de l'atmosphère. La production végétale est la meilleure machine pour y parvenir. Cet enjeu est psychologique, moral et économique. Nous sommes le pays d'Europe occidentale qui a les surfaces disponibles les plus grandes : ce territoire qui était en train de tomber devient une chance.</i></p> <p>5. <i>Réfléchir à la taxation sur les carburants : Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean viennent de publier un livre sur le sujet. Je présente le problème de façon un peu différente, comme je l'ai fait à l'Université d'été : il y a là une des bases pour l'allègement des charges sociales ; on peut alléger le coût du travail en programmant l'augmentation des charges sur les carburants fossiles. Jean-Marc Jancovici propose 5% d'augmentation programmée tous les ans, ce peut être moins, 3% par exemple, de manière à ce que chaque foyer et chaque entreprise programme pour l'avenir son changement de comportement.</i></p> <p>6. <i>Un plan nécessaire pour les énergies renouvelables en France, sur lequel je ne m'étendrai pas ; la partie solaire devrait faire l'objet d'un traitement plus poussé que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Les technologies solaires sont banales, à la disposition technique de la plupart des Français.</i></p>
--	--

#### Objectifs de Lisbonne : Politique de la recherche

Discours de Strasbourg 12/02/2007	« <i>Vous allez mesurer en emploi et en produit intérieur brut et en manque de croissance ce que veut dire un pays qui a une vraie politique de recherche, c'est-à-dire pas comme nous, je souhaite que l'Europe prenne la tête d'une politique de recherche à la hauteur de nos responsabilités et de ce que nous voulons obtenir comme croissance.</i> »
Conférence de presse « La social économie » 23/02/07	« <i>...la vision contemporaine de notre modèle républicain français qui accepte la modernité, connaît les défis de la mondialisation, choisit de les relever dans le cadre national et dans le cadre européen, donne la priorité à la formation de tout un peuple comme arme principale de la compétition.</i> »

#### Objectifs de Lisbonne : Réforme de la BCE

Discours de Strasbourg du 12/02/2007	« <i>Donc, si nous pouvons prier, prions pour que la Banque Centrale Européenne dont tout le monde dit du mal, fasse en sorte que les taux d'intérêt pour la France demeurent aussi bas qu'ils le sont aujourd'hui. Sans cela, vous allez sentir passer l'addition et, moi, je dis merci à ceux qui font en sorte que la confiance dans la monnaie soit telle que, sur les marchés financiers on prête aujourd'hui à la France à 50 ans à 3,85 %. C'est le taux le plus bas depuis 300 ans.</i> »
« Réussir la nouvelle	« <i>Je veux enfin, comme clé de voûte à cette réflexion stratégique, aborder la question d'une politique économique pour l'Europe. Et cela peut se dire</i>

<p>économie » 9/11/2006</p>	<p><i>autrement : aborder la question de la capacité politique de l'Europe, notamment en matière économique.</i></p> <p><i>Nous abordons toujours les questions sous l'angle national. Et il est vrai que notre communauté démocratique est une communauté nationale. Et que les élections qui viennent sont les plus éminentes des élections nationales. Mais il faut dire ceci : lorsque nous aurons remis de l'ordre dans nos finances publiques, lorsque nous aurons créé les conditions favorables à l'entreprise, lorsque nous aurons assuré ses investissements et sa recherche, c'est d'Europe que nous aurons besoin.</i></p> <p><i>Parce que c'est notre marché intérieur, parce que c'est notre monnaie, et parce que le dumping fiscal, la guerre fiscale entre pays européens, limite nos marges de manœuvre.</i></p> <p><i>Et parce qu'il n'y a qu'à l'échelle européenne que nous pouvons espérer traiter les grandes questions du développement durable, du climat, du dumping écologique et du modèle économique de la planète.</i></p> <p><i>Le modèle économique de la planète</i></p>
<p>Conférence de Presse « La social économie » 23/02/2007</p>	<p><i>« Cette vision choisit de faire de la France un pays pro-entreprise et pro-recherche. Elle appelle à une vraie politique économique européenne. (...) Je voudrais dire un mot, maintenant, d'un chapitre particulier, essentiel, qui est la construction et la mise en place d'une politique économique européenne. Nous avons besoin de l'Europe pour répondre au défi de la mondialisation. Les réponses nationales sont insuffisantes. les décisions européennes autour de la stratégie de Lisbonne. Excellente intention, effet extrêmement faible. L'Europe verbale a remplacé l'Europe active. Il y a là quelque chose qui n'est pas, pour nous, acceptable. Nous voulons une Europe concrète et une Europe qui agisse et nous voulons que s'édifie une politique économique européenne notamment évidemment dans la zone euro. »</i></p> <p><i>« Je m'arrête un instant sur l'Euro. Je ne partage pas les critiques et les affirmations négatives qui ont été faites autour de la Banque centrale européenne par Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Je ne suis pas de cet avis. Je pense, au contraire, que ces remarques sont extrêmement dangereuses. Je veux rappeler devant vous que, lorsqu'une banque centrale indépendante, et il est heureux qu'elle le soit, est en action, elle vise à deux objectifs et ces deux objectifs sont sociaux et sont des objectifs de croissance. Premier objectif : lutter contre la hausse des prix. Quand j'entends dire que la banque centrale est trop restrictive en matière de lutte contre la hausse des prix, il suffit de regarder les chiffres publiés par cette banque centrale, pour mesurer à quel point elle a au contraire permis que la masse monétaire augmente, ces derniers mois et ces dernières années, de manière impressionnante. Le chiffre, si ma mémoire est fidèle, s'agissant des acteurs non financiers, est de 12,9 % dans la dernière année d'augmentation de la masse monétaire. C'est dire que l'on n'est pas dans la restriction. On est au contraire dans une régulation assez ouverte, mais si la banque centrale ne luttait pas contre la hausse des prix, particulièrement dans le domaine immobilier où, pour l'instant, on ne peut pas dire qu'on ait obtenu des résultats impressionnants, si elle ne luttait pas contre la hausse des prix, c'est à coup sûr les plus faibles et les plus fragiles qui paieraient l'addition. C'est toujours les plus faibles et les plus fragiles qui paient l'addition lorsque l'inflation dérape. Et bien, moi je veux défendre l'idée, en</i></p>

	<p><i>effet, d'une action contre la hausse des prix. C'est une action sociale, celle-là aussi.</i></p> <p><i>Deuxièmement, aussi <b>pour servir la croissance, la confiance dans la monnaie est un facteur absolument essentiel.</b> Je veux vous rappeler que, aujourd'hui, la France emprunte sur les marchés financiers, pour financer sa dette, à 3,85 % à cinquante ans, je dis bien à cinquante ans. On emprunte à 3,85 % ! Naturellement, tout le monde voit bien ce que cette confiance dans la monnaie entraîne comme modicité des taux d'intérêt et, donc, comme soutien à l'investissement. Ceci est extrêmement puissant comme levier pour la croissance et, donc, je ne participe pas à cette recherche de bouc émissaire du côté de la Banque centrale européenne. En revanche, en matière monétaire, il y a en effet des impératifs que l'Europe, pour l'instant, n'assume pas et je voudrais insister sur ce qui est, à mon avis, une incidence qui n'est pas de bon aloi de la part des responsables politiques de l'Union européenne et particulièrement de la part des responsables politiques de la zone euro, silence sur le déséquilibre dans les monnaies de la planète notamment lorsque l'on considère le taux actuel du Yuan, la monnaie chinoise. »</i></p> <p><i>«Beaucoup s'interrogent sur la protection que l'Europe peut apporter à nos salariés et à nos entreprises. Ceci serait une protection efficace. Il y a une inquiétude sur <b>la sous-évaluation d'un certain nombre de monnaies, en particulier la monnaie de la puissance impressionnante chinoise, qui doit être une démarche politique de notre part.</b> »</i></p> <p><i>« Nous avons besoin d'une harmonie dans la politique économique à l'intérieur de l'Europe. C'est pourquoi je considère comme une priorité d'institutionnaliser le groupe des pays de la zone euro, l'Eurogroupe qui pourrait porter et définir la politique que je viens d'évoquer devant vous, pousser à l'harmonisation de nos politiques nationales, pousser à l'harmonisation des politiques fiscales, empêcher la course au moins-disant fiscal, établir, pour chaque impôt ou pour chaque grande famille d'impôts, des règles d'assiette commune, des fourchettes de taux communs avec un minimum et un maximum, autrement dit un serpent fiscal comme il y eu naguère un serpent monétaire. De la même manière, on pourrait réfléchir à une harmonisation de l'impôt sur les sociétés. Il y a quelques années, nous avons proposé que cet impôt devienne l'impôt européen pour alimenter le budget européen. C'était répondre à deux impératifs en même temps. De la même manière, on pourrait réfléchir ensemble à la fiscalité écologique que j'évoquais au début et qui sera une nécessité. C'est l'écotaxe que la Commission de Jacques Delors avait évoquée dès 1992. »</i></p>
<p>« Réussir la Nouvelle économie » 9/11/2006</p>	<p><i>« ...l'Europe s'affaiblit à voir ses membres jouer les uns contre les autres au lieu de jouer ensemble les uns avec les autres. C'est en particulier le cas du dumping fiscal. »</i></p>

Discours de Strasbourg 12/07/2007	<p>« Est-ce que vous croyez que l'on peut avoir une monnaie commune avec des politiques budgétaires et des politiques fiscales aussi différentes que celles que l'on est en train d'avoir dans les pays européens ?</p> <p>Regardez dans quelle course incroyable nous sommes engagés du point de vue fiscal, chacun, pour attirer les entreprises, est en train de faire en sorte que les impôts à l'intérieur de son État soient plus bas que ceux du voisin. Moi-même peut-être je vais faire ce genre de chose. Je ne dis pas que j'y renonce dans la compétition fiscale qu'il y a entre les États, mais ne serait-il pas plus raisonnable de fixer un gabarit et de dire : Mes chers amis, pour l'impôt sur les sociétés on va essayer d'avoir tous à peu près le même impôt pour que la répartition des entreprises soit homogène dans le cadre européen et en tout cas dans le cadre de la zone euro.»</p>
---	--

#### Réforme de la PAC :

Discours de Lille 14/12/ 2006	<p>“La politique qui a été conduite, en matière agricole en particulier, déversant sur l’Afrique des produits agricoles à prix bradés, artificiellement effondrés par des subventions américaines et européennes qui, par ailleurs, tendent à mettre nos agriculteurs européens et américains en situation de dépendance, ces politiques – il faut les appeler par leur nom - sont criminelles »</p>
	<p>« Chute du revenu, chute du nombre des exploitations, chute de l’image des agriculteurs dans l’opinion, et de l’image de l’agriculture auprès des agriculteurs eux-mêmes : les agriculteurs se sont vécus pendant des années comme des indépendants, des entrepreneurs, et comme les meilleurs et les plus proches amis de la nature. Ils ont dû recevoir, en quelques années, la double dévalorisation de passer du statut d’indépendants au statut de dépendants, en raison de l’obligation dans laquelle ils ont été mis de dépendre pour leur vie des aides publiques, et de passer du statut de meilleur défenseur de la nature au statut de pollueur de l’environnement.</p> <p>Cette double accusation est une double injustice. Les « subventions » sont en réalité des compensations, destinées à offrir artificiellement aux consommateurs les prix de plus en plus bas pour les produits agricoles : en trois décennies, les Français sont passés de 33 % de leur budget pour la consommation alimentaire à quelque 18 % ! Le prix réel des produits agricoles, en euros constants a été divisé par deux dans le dernier quart de siècle ! Et alors qu’un agriculteur français nourrissait en moyenne 15 personnes, il en nourrit aujourd’hui 60, pour deux fois moins cher.</p> <p>Mais ces compensations ont pris peu à peu l’image de subventions à fonds perdus ! »</p> <p>«Ainsi peut être traitée, pour notre pays, pour l’Europe et pour la planète la triple exigence d’une politique agricole : la sécurité des approvisionnements en produits sains, des conduites protectrices de l’environnement et le choix d’un tissu dense d’agriculteurs.</p> <p>Première exigence : la sécurité des approvisionnements alimentaires. Cette question, contrairement aux apparences, est toujours d’actualité. L’Europe –</p>

*beaucoup l'ignorent- est déficitaire dans ses échanges agricoles de l'ordre de 15 % (elle exporte 55 Md€, elle importe 66 Md€). Dans le secteur des protéines, elle ne couvre que 25 % de ses besoins, et importe massivement des graines et des tourteaux d'oléoprotéagineux. Un plan protéines pour rendre l'Europe plus autosuffisante.*

*Deuxième objectif : une agriculture vivace, c'est une exigence écologique. Au-delà des biocarburants, il faut avoir conscience que les productions végétales, notamment les productions végétales à cycle long, les prairies, les forêts, sont le moyen le plus rapide et le plus accessible de piéger et de stocker le carbone de plus en plus présent dans l'atmosphère. Toute la réflexion sur les « puits de carbone » qui apparaissent parfois comme des réflexions de science-fiction est donc nécessairement une réflexion sur l'agriculture.*

*Et le troisième impératif d'une politique agricole, c'est le maintien d'un tissu dense d'agriculteurs. C'est une exigence très forte chez nous ! Sans les agriculteurs français, les paysages abandonnés, l'espace rural déserté, feraient connaître à notre pays non pas seulement une crise économique (secteur agro-alimentaire privé de matière première), une crise de l'emploi, mais une crise de société et même une crise de civilisation.»*

*« Or l'organisation actuelle des marchés agricole mondiaux ne permet pas d'envisager le retour à l'équilibre. Dans l'organisation actuelle des marchés, il y a deux victimes : les agriculteurs des pays socialement avancés, qui ne survivent que par des aides publiques (primes en Europe, marketing loan aux Etats-Unis), qui coûtent cher à la collectivité et effondrent artificiellement les prix de marché. On arrive donc au paradoxe que les agricultures de ces pays voient les producteurs les plus compétitifs vendre leur production céréalière à des prix inférieurs de 20 ou 30 % à leurs coûts de revient. Ceux-là sont la première victime. Et à l'autre bout de l'échelle les deuxièmes victimes sont les agriculteurs du tiers-monde écrasés sans pitié, mourant de faim, et obligés d'abandonner leur terre. Le libre-échange est bon, il est nécessaire, il est vital. Mais le libre-échange doit concerner des zones de production agricoles relativement homogènes, comme le marché commun agricole a protégé et ressuscité l'agriculture européenne après la deuxième guerre mondiale.*

*Les marchés du tiers-monde doivent être protégés au bénéfice des producteurs du tiers-monde. Le monde socialement développé doit organiser ses productions pour que le niveau des prix soit un niveau des prix rémunérateur pour le producteur, sans que l'on soit obligé de passer par l'artifice des aides publiques qui effondrent les prix de marché et désespèrent les agriculteurs. Les productions excédentaires doivent trouver les débouchés nouveaux des biocarburants et de l'agrochimie. À l'intérieur de ces grandes zones (quatre ou cinq) de la planète, le libre-échange est souhaitable et il doit être favorisé. À l'intérieur de ces zones homogènes, la disparition des aides stupides est parfaitement négociable. Et dans les zones du monde des productions massives (le groupe de Cairns) on doit inviter les pays, comme le Brésil a commencé à le faire avec une grande lucidité et une grande prescience, à consacrer à ces productions agro-industrielles tous les surplus dont ils inondent les marchés mondiaux. »*

*« Mais d'ores et déjà, dans le court terme, des améliorations substantielles*

peuvent être pensées et apportées à notre politique agricole. Je voudrais à ce stade de notre réflexion, dégager les plus urgentes.

1- D'abord la défense de la diversité. Il n'y a pas une agriculture, il faut qu'il y en ait autant que de secteurs, de filières, de niches, grandes et petites exploitations, fermes biologiques et traditionnelles à gestion maîtrisée. Le pluralisme, c'est la modernité, le pluralisme c'est l'avenir : c'est vrai en démocratie, c'est vrai en agriculture.

2- Ensuite la gestion des risques agricoles : la fixation de prix plancher, la mise en place d'assurances récolte, comme celui dans lequel le gouvernement a annoncé qu'il s'engageait, ou mécanisme fiscaux qui permettraient de lisser dans le temps les fluctuations du revenu comme en disposent déjà les artistes ou les écrivains par exemple.

3- Ensuite l'organisation des professions et des interprofessions pour améliorer les conditions de marché et équilibrer la puissance oligopolistique des centrales d'achat.

4- Une politique de mise en harmonie, et de simplification des labels. Les labels sont précieux. Ils permettent la production adaptée et spécialisée. Mais je crains que trop de labels tue les labels. Il faut donc une simplification, une harmonisation, de l'attribution des marques et des labels.

5- Une simplification drastique des obligations administratives et réglementaires. Les agriculteurs étouffent sous la paperasse qu'on leur demande de remplir ! Or une grande part de cette paperasse est d'origine nationale, la technocratie nationale se surajoute à la technocratie européenne.

6- Une clarification de la rémunération des fonctions non-productives de l'agriculture. Ces fonctions non-productives ont une grande importance pour aujourd'hui et pour demain. À terme, c'est elles seules qui doivent faire l'objet d'aides publiques. Mais ces aides et les fonctions assumées en échange doivent devenir parfaitement lisibles pour tous : environnement, paysages, biodiversité, espace rural, préservation de l'écosystème, de la faune et de la flore, défense de l'atmosphère, entretien des sous-bois contre les incendies de forêt, des alpages contre les avalanches, tout cela mérite d'être reconnu et aidé. Ainsi seraient construits symétriquement le pollueur-payeur, et le protecteur-indemnisé.

7- Maintien et renforcement de la politique des bio-carburants.

8- Une grande politique de recherche française et européenne dans le domaine des biocarburants, des biomatériaux, de la chimie du végétal, des biotechnologies, du génome. La mise en place d'une conférence scientifique générale sur les OGM